



Royaume du Maroc
Conseil consultatif des droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CCDH DANS LA PRESSE NATIONALE

20 Mai 2010
20 ماي 2010

M. Herzenni salue le contenu de la déclaration gouvernementale qui a consacré un important volet aux droits de l'Homme

Mots clés: [M. Herzenni salue le contenu de la déclaration gouvernementale qui a consacré un important volet aux droits de l'Homme](#)

Le président du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), M. Ahmed Herzenni a salué le contenu du bilan gouvernemental, présenté lundi et mardi par le Premier ministre, M. Abbas El Fassi, devant les deux chambres du Parlement, et qui a consacré une part importante aux questions des droits humains et à la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER).

M. Herzenni, qui était, mardi soir, l'invité de l'émission « Hiwar » diffusée par « Al Oula », a mis l'accent sur ce bilan présenté à mi-mandat de l'actuelle législature et qui traduit l'engagement du gouvernement à aller de l'avant sur la voie de la consécration des droits de l'Homme au Maroc.

Cette déclaration vient répondre aux attentes du CCDH concernant les questions liées à l'adaptation des lois avec les conventions internationales, à l'égalité entre l'homme et la femme et aux personnes aux besoins spécifiques, a-t-il ajouté.

Après avoir qualifié cette déclaration de « tradition louable », M. Herzenni a relevé qu'il était souhaitable de « traiter cette étape avec clarté et précision, en ce sens que le Maroc s'est engagé dans un processus de renforcement de l'édifice institutionnel et a lancé des projets d'envergure en matière de réforme de la justice et de mise à niveau de l'institution législative régionale ».

Revenant sur l'appel du Maroc à l'Espagne pour ouvrir le dialogue en vue de mettre fin à l'occupation des villes marocaines de Sebta et Mélilia et des îles avoisinantes, le président du CCDH a souligné qu'« en dépit des réactions tendues de certains milieux de l'opinion publique espagnole, il convient de rester calme et de traiter cette question avec nos amis espagnols, uniquement par le dialogue et les moyens pacifiques ».

Tout en se déclarant convaincu que ces présides occupés seront récupérés par le Maroc car « ce qui est licite est clair, et ce qui est illicite est clair », M. Herzenni a insisté sur la nécessité « pour nous, Marocains, d'encourager les habitants de ces villes à s'intégrer davantage ».

Evoquant, par ailleurs, les qualités de feu Driss Benzekri, le président du CCDH a indiqué qu'il s'agit d'un homme hors pair qui a réussi à trouver des solutions et à recueillir l'unanimité sur des questions délicates.

S'agissant du rapport du cinquantenaire, M. Herzenni a indiqué qu'il s'agit du premier ouvrage marocain qui a procédé à une évaluation objective et rigoureuse de cette période de l'histoire du Maroc.

Il a noté, dans ce contexte, que ce travail, réalisé par une centaine de chercheurs représentant différentes tendances intellectuelles, constitue un élément phare durant la dernière décennie. Les conclusions de ce rapport ont eu une influence directe sur divers projets lancés dans les domaines des droits humains, et d'autres secteurs notamment, l'Initiative nationale pour le développement humain, les infrastructures, l'éducation et l'enseignement, a-t-il estimé.

Concernant la mise en œuvre des recommandations de l'IER, il a fait état de l'adoption de toutes les mesures permettant de réaliser la réconciliation et de tourner la page du passé et qui ont concerné la réparation individuelle et collective des préjudices et le lancement de réformes institutionnelles.

Il a, en outre, indiqué qu'il a été procédé à la finalisation des dossiers concernant la réparation individuelle du préjudice, qualifiant d'« expérience pilote » au niveau mondial la réparation collective du préjudice d'autant plus que plus d'une centaine de projets ont été mis en œuvre dans les zones identifiées par l'IER.

De même, M. Herzenni a rappelé la présentation par le CCDH de son avis sur les réformes institutionnelles concernant en particulier la justice, les questions de gouvernance sécuritaire, ainsi que le projet du Code de procédure pénale. « Il n'y a aucune régression en matière de liberté d'expression au Maroc, ni d'intention de restreindre cette liberté », a-t-il affirmé, appelant à une réforme du secteur de la presse.

Le président du CCDH a, d'autre part, fait savoir que le Conseil se base sur quatre piliers pour résoudre les problèmes liés à la presse et qui portent sur le respect du caractère sacré de la liberté d'expression, la responsabilité et la déontologie de la profession, des lois en vigueur l'entreprise médiatique, ainsi que sur la nécessité d'une autorégulation de la profession.

Il a, par ailleurs, souligné la nécessité de recenser les détenus dans les camps de Tindouf et leur accorder le droit à la libre circulation, relevant à cet égard que l'Algérie fait fi de toutes les normes et les lois humanitaires.

aufait/MAP

M. Herzenni salue le contenu de la déclaration gouvernementale qui a consacré un important volet aux droits de l'Homme

Rabat, 19/05/10- Le président du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), M. Ahmed Herzenni a salué le contenu du bilan gouvernemental, présenté lundi et mardi par le Premier ministre, M. Abbas El Fassi, devant les deux chambres du Parlement, et qui a consacré une part importante aux questions des droits humains et à la mise en œuvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER).

M. Herzenni, qui était, mardi soir, l'invité de l'émission "Hiwar" diffusée par "Al Oula", a mis l'accent sur ce bilan présenté à mi-mandat de l'actuelle législature et qui traduit l'engagement du gouvernement à aller de l'avant sur la voie de la consécration des droits de l'Homme au Maroc.

Cette déclaration vient répondre aux attentes du CCDH concernant les questions liées à l'adaptation des lois avec les conventions internationales, à l'égalité entre l'homme et la femme et aux personnes aux besoins spécifiques, a-t-il ajouté.

Après avoir qualifié cette déclaration de "tradition louable", M. Herzenni a relevé qu'il était souhaitable de "traiter cette étape avec clarté et précision, en ce sens que le Maroc s'est engagé dans un processus de renforcement de l'édifice institutionnel et a lancé des projets d'envergure en matière de réforme de la justice et de mise à niveau de l'institution législative régionale".

Revenant sur l'appel du Maroc à l'Espagne pour ouvrir le dialogue en vue de mettre fin à l'occupation des villes marocaines de Sebta et Méjilia et des îles avoisinantes, le président du CCDH a souligné qu'"en dépit des réactions tendues de certains milieux de l'opinion publique espagnole, il convient de rester calme et de traiter cette question avec nos amis espagnols, uniquement par le dialogue et les moyens pacifiques".

Tout en se déclarant convaincu que ces présides occupés seront récupérés par le Maroc car "ce qui est licite est clair, et ce qui est illicite est clair", M. Herzenni a insisté sur la nécessité "pour nous, Marocains, d'encourager les habitants de ces villes à s'intégrer davantage".

Evoquant, par ailleurs, les qualités de feu Driss Benzekri, le président du CCDH a indiqué qu'il s'agit d'un homme hors pair qui a réussi à trouver des solutions et à recueillir l'unanimité sur des questions délicates.

S'agissant du rapport du cinquantenaire, M. Herzenni a indiqué qu'il s'agit du premier ouvrage marocain qui a procédé à une évaluation objective et rigoureuse de cette période de l'histoire du Maroc.

Il a noté, dans ce contexte, que ce travail, réalisé par une centaine de chercheurs représentant différentes tendances intellectuelles, constitue un élément phare durant la dernière décennie. Les conclusions de ce rapport ont eu une influence directe sur divers projets lancés dans les domaines des

droits humains, et d'autres secteurs notamment, l'Initiative nationale pour le développement humain, les infrastructures, l'éducation et l'enseignement, a-t-il estimé.

Concernant la mise en œuvre des recommandations de l'IER, il a fait état de l'adoption de toutes les mesures permettant de réaliser la réconciliation et de tourner la page du passé et qui ont concerné la réparation individuelle et collective des préjudices et le lancement de réformes institutionnelles.

Il a, en outre, indiqué qu'il a été procédé à la finalisation des dossiers concernant la réparation individuelle du préjudice, qualifiant d'"expérience pilote" au niveau mondial la réparation collective du préjudice d'autant plus que plus d'une centaine de projets ont été mis en œuvre dans les zones identifiées par l'IER.

De même, M. Herzenni a rappelé la présentation par le CCDH de son avis sur les réformes institutionnelles concernant en particulier la justice, les questions de gouvernance sécuritaire, ainsi que le projet du Code de procédure pénale. "Il n'y a aucune régression en matière de liberté d'expression au Maroc, ni d'intention de restreindre cette liberté", a-t-il affirmé, appelant à une réforme du secteur de la presse.

Le président du CCDH a, d'autre part, fait savoir que le Conseil se base sur quatre piliers pour résoudre les problèmes liés à la presse et qui portent sur le respect du caractère sacré de la liberté d'expression, la responsabilité et la déontologie de la profession, des lois en vigueur l'entreprise médiatique, ainsi que sur la nécessité d'une autorégulation de la profession.

Il a, par ailleurs, souligné la nécessité de recenser les détenus dans les camps de Tindouf et leur accorder le droit à la libre circulation, relevant à cet égard que l'Algérie fait fi de toutes les normes et les lois humanitaires.



أحمد حرزني يشيد بمطابق التصريح الحكومي بالقرار خصص حيزا مهما للقضايا حقوق الإنسان

أوراش كبرى أطلقت منها إصلاح القضاء وتأهيل المؤسسة التشريعية والجهوية، وفي ما يتعلق بقضية سبته ومليلة والجزر المجاورة أبرز أنه رغم ردود الفعل المتوترة لبعض القطاعات في الرأي العام الإسباني ينبغي أن نبقي هادئين وعارضين على أصدقائنا الإسبان هذه المشكلة بالحوار والوسائل السلمية لا غير . وقال في هذا الصدد وفي انتظار أن يحل المشكل وهو سيحل لأن الحق بين والباطل بين، حتما المدينتين والجزر المجاورة ستعود للمغرب حيدا لو أننا كمغاربة أن نشجع ساكنة المدينتين المغربية والإسبان على الاندماج أكثر .

ببلادنا معتبرا أن هذا التصريح يستجيب لانتظارات المجلس لكونه تطرق على الخصوص لمسألة الملاءمة مع الاتفاقيات الدولية والقضايا المتعلقة بالمساواة بين المرأة والرجل والأشخاص ذوي الاحتياجات الخاصة.

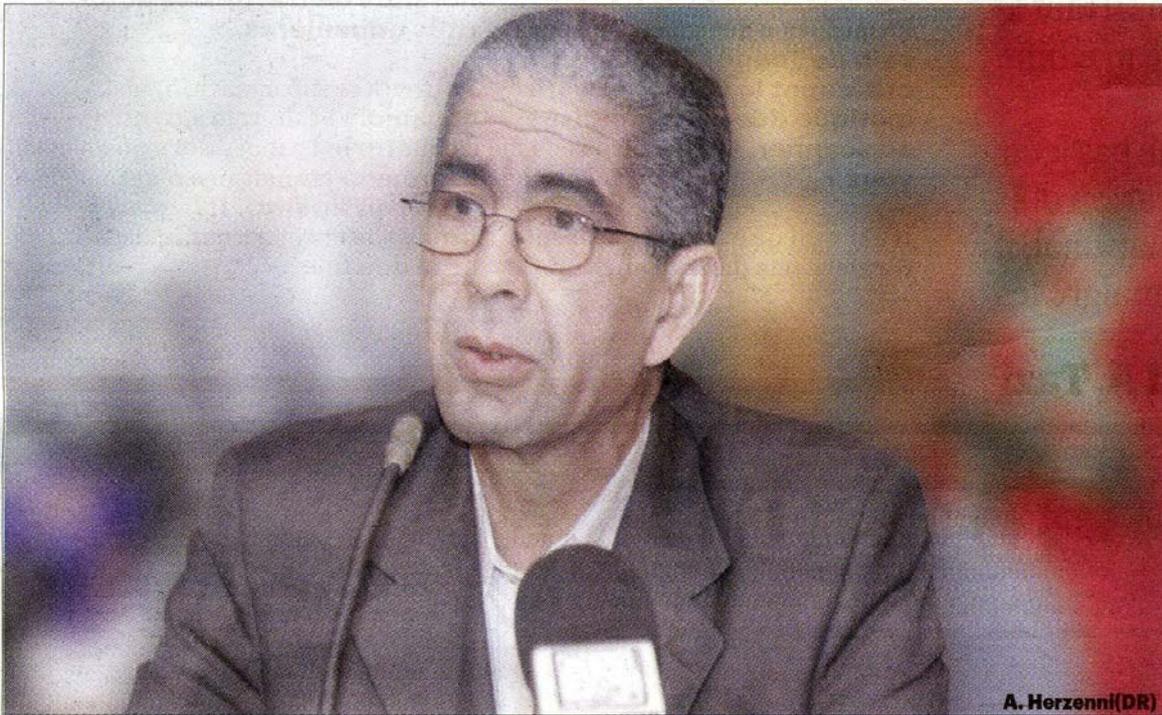


وبعدما أبرز أن هذا التصريح يعد تقليدا محمودا ومستحبا أكد السيد حرزني بالمقابل أنه «كان لا بد أن يتم توصيف المرحلة بشكل أوضح وأدق لأنها مرحلة بناء أسس الديمقراطية المؤسساتية وهناك

● أشاد السيد أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بالتصريح الحكومي الذي قدمه الوزير الأول السيد عباس الفاسي أمام مجلسي البرلمان باعتباره خصص حيزا مهما لقضايا حقوق الإنسان وتفعيل توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة.

وأعتبر السيد حرزني الذي اسضافته القناة الأولى مساء الثلاثاء ضمن برنامج «حوار» أن ذلك يؤكد التزام هذه الحكومة مثل الحكومات التي سبقتها بالمضي في التقدم على سبيل ترسيخ حقوق الإنسان

Années de plomb Herzenni: «Nous avons tourné la page du passé»



Le passage d'Ahmed Herzenni à l'émission Hiwar diffusée dans la soirée de mardi sur Al Oula était, comme il fallait s'y attendre, prometteur de déclarations fracassantes. Sur ce point, le président du CCDH a bien répondu à l'attente des téléspectateurs. L'homme est resté tout de même cohérent avec les contraintes de la mission

qu'il assume de président d'une institution consultative adossée au pouvoir. Il a défendu le bilan de l'action de son organisme parfois avec véhémence. Mais ce qui aura marqué son passage à Hiwar est incontestablement cette affirmation : «nous avons tourné la page du passé». L'homme en est d'ailleurs foncièrement convaincu.

Une conclusion échafaudée sur trois critères: la réparation individuelle et collective, la révélation de la vérité sur ce qui s'est passé durant les années de plomb et l'amorce d'une réforme des institutions. Selon Herzenni, le Maroc a bien avancé sur tous ces plans. Les détails.

Suite page 4

Années de plomb

Ahmed Herzenni: «Nous avons tourné la page du passé»

► **Le président du CCDH : «Il n'y aura pas de chasse aux sorcières».**

► **Les violations des droits de l'Homme commises entre 1955 et 1959 et les points fixes (PF), des hauts lieux de détention durant les années soixante, ont été savamment éludés.**

MOHAMED JAABOUK

(Suite de la page Une)

...Concernant le premier critère, Herzenni annonce que «la réparation individuelle a été effectuée», quant à la réparation collective, «c'est une expérience avant-gardiste, nous comptons plus de 100 projets». Juste à Tadla et Azilal. Les autres régions qui ont subi les préjudices des années de plomb attendent toujours d'être touchées par la grâce de la réparation collective. Un projet, faut-il le rappeler, initié et financé en grande partie par l'Union européenne. Laquelle avait alloué dès 2007, 3 millions d'euros à ces régions.

Pour la recherche de la vérité, le deuxième critère, Herzenni assure que le CCDH a hérité de l'Instance équité et réconciliation 66 cas dont 58 ont été identifiés et les restes des cadavres remis à leurs familles. Seul demeure en suspend, selon ce compte 8 dossiers. Mais Herzenni se veut rassurant : «les cas de disparitions forcées ne tombent pas sous la coupe de la prescription». Les proches de Mehdi Ben Barka et Houcine Manouzi, pour ne citer que ces noms, n'ont qu'à attendre.

«Je ne crois pas qu'il ait reculé ou une volonté politique de limiter la liberté d'expression», dit Herzenni.

Sur cette même ligne de défense, le président du CCDH reconnaît qu'«il y a des zones d'ombre qui entourent l'histoire du Maroc», et en vue de les éclairer, son organisme a conclu avec

l'Université de Rabat un accord permettant aux étudiants de chercher dans l'histoire actuelle du Maroc. «Mais pour la recherche raisonnable et non pas des motivations politiciennes», avertit Herzenni. Les futurs chercheurs n'ont qu'à bien se tenir. Le troisième critère qu'est l'amorce de la réforme des institutions est mis sur les rails. Selon Herzenni, le CCDH a donné ses avis sur «la réforme de la Justice» et la «gouvernance sécuritaire». De même que «le code pénal a été révisé dans ce conseil». Conclusion alors : «nous avons tourné la page du passé». Place au second moment phare de cette émission : l'impunité.

Un sujet récurrent dans les rapports des ONG des droits de l'Homme nationales ainsi qu'internationales. Sur ce point, Herzenni livre une explication propre à lui : «Lutter contre l'impunité, c'est travailler pour que ce qui s'est passé ne se reproduise jamais», estime Herzenni. Et de lancer qu'«il n'y aura pas de chasse aux sorcières».

Le président du CCDH a gratifié les téléspectateurs par une déclaration

du même calibre que les précédentes. Cette fois, elle concerne la liberté de presse au Maroc. «Je ne crois pas qu'il y ait reculé ou volonté politique de limiter la liberté d'expression». En revanche, «il y a une nécessité de rationaliser ce secteur qui n'est d'ailleurs pas au-dessus des autres secteurs». Interrogé sur le mauvais classement du royaume dans les rapports de RSF (Reporters sans frontières) ou tout récemment de celui de Freedom House, une ONG américaine, qui a classé le Maroc à la place 146e au monde dans son document sur la liberté de presse, Ahmed Herzenni assure que «la faille est dans l'origine des informations» à la base de l'élaboration de ces rapports.

Les questions qui fâchent ont été savamment éludées : les violations des droits de l'Homme commises entre 1955 et 1959. Une période qui n'a pas été traitée par l'IER. A quand une commission pour déterrer la vérité sur ce qui s'est passé lors de cette phase de l'histoire du Maroc ? Ou encore les points fixes (PF), des hauts lieux de détention durant les années soixante ?

Dialogue avec les salafistes

Le niet de Herzenni

Egal à lui même, Ahmed Herzenni a réfuté catégoriquement tout engagement de son organisme dans ce qui est appelé «dialogue avec les salafistes», relayé par certains milieux islamistes mais que nombre d'observateurs s'accordent qu'il n'a pas encore eu lieu. Et ce, en dépit de la main tendue de certains leaders de cette mouvance intégriste à l'Etat, via des appels comme celui de «rendez-nous justice» ou les multiples déclarations des leaders du Forum Al Karama, présidé par Mustapha Ramid qui squattent les colonnes du quotidien Attajdid, porte-parole du MUR (Mouvement unicité et réforme).

Concernant cette question, le président du CCDH a tenu à préciser que «le dialogue avec les salafistes n'est pas inscrit dans les prérogatives du CCDH». En revanche, il reconnaît que son organisme avait manifesté sa disposition à remettre les demandes de grâces royales de détenus dans le sillage des attentats du 16 mai 2003 à la partie concernée. C'est tout.

خلال برنامج حوار بالقناة الأولى حرزني يعلن استعداده للشهادة أمام المحكمة في ملف "بلعيرج"

عبر أحمد حرزني، رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، عن استعداده للشهادة أمام المحكمة فيما يتعلق بملف "بلعيرج"، إذا ما ارتأى القاضي المكلف بمتابعة هذه القضية أن لشهادته فائدة، موضحاً خلال البرنامج الأسبوعي "حوار" الذي يقدمه مصطفى العلوي بالقناة الأولى مساء أول أمس الثلاثاء أنه سبق أن قال شهادته أمام جميع المغاربة ويمكنه إعادة قول ذلك.

وأشار حرزني في جواب له على سؤال العلوي القاضي بأن وزير العدل محمد الناصري أكد أنه سيهتم بهذه القضية التي أثارت جدلاً حقوقياً وسياسياً، أن "ما يهمنا في هذه القضية وغيرها أن تكون هناك محاكمة عادلة ويقول القضاء كلمته". وعن الحوار مع ما يعرف بـ "السلفية الجهادية" الذي عرف نتائج إيجابية ببلدان أخرى، أكد حرزني أن "الحوار" ليس من اختصاص المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، موضحاً أن إحدى جمعيات المجتمع المدني اتصلت بالمجلس في هذا الشأن، وبما أن "حرزني" مقتنع بأن دائرة الاعتقالات خلال أحداث 2003 كانت أوسع من اللازم، ولديه فرضية أن هناك من اعتقل ظلماً، كان الاتفاق أن يتوصل المجلس بطلبات من "الأبرياء" الذين يرغبون في الخروج من السجن، ويتوسط لاستفادتهم من عفو ملكي من خلال تبليغ الجهات المعنية بتلك الطلبات.

وفي رد له على سؤال أحد الصحفيين يتعلق برفع يد المجلس عن بعض القضايا مثل ملف المانوزي والمهدي بنبركة، قال حرزني إن المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ليس هيئة قضائية، وإن وسيلة عمله هي العدالة الانتقالية، وما قصد بـ "رفع اليد" أن يتوارى المجلس إلى الخلف متى تدخلت العدالة النظامية، مضيفاً أن هذه القضايا لا يمكن أبداً أن يطالها التقادم أو تقبر.

وعن عدم إراج أسماء المسؤولين عن تعسفات سنوات الرصاص، ومحاسبتهم، ومعاقتهم قال حرزني إن كل عمل المجلس يدخل في إطار منع الإفلات من العقاب، الذي لا يعني البحث عن المسؤولين ومعاقتهم، بل يعني عدم تكرار تعسفات الماضي، ومن ذلك إصلاح القضاء واستقلالته الذي كان أحد أسباب الإفلات من العقاب، لاسيما في المجالات السياسية، هذا بالإضافة إلى أن توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة تتحدث عن استراتيجية لمنع الإفلات من العقاب.

سناء كريم

مكافحة الإرهاب والمقاربة الغائبة

مع الحدث

يحتاج الجواب الذي صدر عن رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بخصوص ملف المعتقلين في قضايا الإرهاب إلى وقفة عميقة، فمن جهة ذكر تفاعله الإيجابي مع المبادرة التي صدرت عن منتدى الكرامة وقام باستقبال الرسائل التي وجهت إليه من قبل عدد من المعتقلين، والتي أكدت رفضها للعنف والتكفير وقبولها بالمؤسسات، ومن جهة أخرى عبر عن كون الحوار مع المعتقلين ليس من اختصاص مؤسسة المجلس. في الشق الأول نجد تحملا للمسؤولية في ملف شائك يتهم كل عامل على فكه عقده بتشجيع الإرهاب، وفي الشق الثاني نجد إحالة المسؤولية على جهات أخرى، وهو الجواب المتوقع باعتبار أن المعني يعمل من هذا النوع هو المؤسسة العلمية ممثلة في المجلس العلمي الأعلى، والتي سبق لها أن عبرت على لسان كاتبها العام الأستاذ محمد يسف عن استعدادها للانخراط في حوار يعالج الجذور الفكرية للتطرف وما ينجم عنه من إرهاب، كما نظمت ندوة علمية هامة حول ذلك، وبرز فيها وجود ثلثة معتبرة من العلماء من ذوي الأهلية في تفكيك هذا الفكر ومناقشته.

للأسف حلت الذكرى السابعة للتفجيرات الإرهابية لـ 16 ماي وما يزال المغرب يتعثر في مجال الانخراط في مواجهة الأسباب التي أفرزت هذه الظاهرة الغريبة عن المجتمع المغربي، وخاصة ما يتعلق بتغيير المجتمع عامة أو المخالفين خاصة، واستحلال دماء الآخرين من مسلمين وغيرهم، واستسهال ترويع أمن المجتمع وقتل النفس، واستباحة الوقوع في أموال الناس والافتئات على السلطة والانطلاق في ذلك من نصوص شرعية يتم التعسف في تأويلها أو الشطط في تنزيل مقتضياتها ورفض كل رأي شرعي يقدم الفهم الصحيح المنسجم مع أحكام الإسلام في العدل والقسط، بل وتداول فتاوى شرعية خارجية تؤصل لهذا الفكر وتعمل على تأسيس حواجز تحول استقبال الفهم الوسطي والمعتدل، ليصل الأمر مع ملف المجموعة التي أعلن اعتقالها إلى كشف وجود وثيقة تتمثل في إحدى الأدبيات التي صدرت في الإنترنت للرد على المراجعات التي قام بها أحد أكبر منظري هذا الفكر وهو الدكتور فضل، وهو ما يدل على وجود مسعى في المغرب لمواجهة أي أثر إيجابي للمراجعات التي تمت في الخارج، خاصة بعد الموقف الذي صدر في المغرب من قبل الأستاذ عبد الوهاب رفيقي مؤلف مذكرة أنصفونا، والتي ساند فيها المراجعات الليبية، والتي تم تجاهلها للأسف هنا.

كيف نقسر هذا التعثر بالرغم من وجود الاستعداد العلمي وبروز مخاطر تجاهل الحوار، وأهمها عودة المعتقلين ممن انتهت مددهم إلى ذلك؟ لا نحتاج إلى عناء كبير في معرفة جزء من السبب، والذي يقدمه لنا ما ورد في ركن "من صميم الأحداث" ليومية الأحداث المغربية، إذ اعتبر أن التنبيه على أن القول بأن "عودة معتقلين سابقين في قضايا الإرهاب إلى الإرهاب بسبب غياب الحوار أمر طبيعي" بمثابة تشجيع على الإرهاب، لتكشف بذلك اليومية المذكورة عن وجهها الاستثنائي الذي لا يتورع عن المتاجرة بورقة الإرهاب لإبقاء هذا البلد رهينة لخطر الإرهاب واستغلال هذا الخطر في مواجهة الخصوم بعد الفشل في مواجهتهم ديموقراطيا وميدانيا وشعبيا، وهو الطريق الذي جربه الكثيرون في العالم وانتهى إلى تعميق إفلاسهم السياسي والفكري، ولعل فيما حصل في مصر أكبر مثال على ذلك.

لكن السؤال المهم هو ماذا يخسر المغرب بسبب من ذلك؟ إن تغييب المقاربة التصالحية يجعل من التقدم المسجل في المقاربة الأمنية والاستباقية تقدما جزئيا يعالج مظاهر الخطر وافرزاته المتمثلة في تشكل خلايا أو التخطيط لعمليات، لكن معالجة جذوره التي تغذي الاستقطاب لتلك الخلايا يبقى مؤجلا. اللهم إلا من الجهود الذاتية التي يبقى من الواجب على الحركات الإسلامية ومؤسساتها الإعلامية أن تتخبط فيها لمواجهة أسباب الغلو والتطرف عملا بالقول الأوصولي أن ما لا يفعل كله لا يترك جله.

مصطفى الخلفي

رسالة

الرغبة التي أبدتها أحمد حرزني،
رئيس المجلس الاستشاري لحقوق
الإنسان، خلال البرنامج الأسبوعي
"حوار" مساء أول أمس الثلاثاء، واستعداده
للمشاهدة أمام المحكمة فيما يتعلق بمحاكمة
السياسيين الستة، إذا ما طلبت شهادته، وكذا
تأكيدده على أن "ما يهمه في هذه القضية
وغيرها أن تكون هناك محاكمة عادلة"، يقدم
امتحانا جديدا لكل المعنيين بتدبير هذا الملف
ومحاولة لتصحيح الاختلالات التي شابته
وتضرر منها المغرب بشكل جسيم.

المطلوب اليوم هو أن تستأنف إرادة
الإنصاف والمصالحة التي انطلقت قبل سنوات
وتعثرت إن لم نقل تعطلت وخلفت ملفات
تنبغي معالجتها اليوم بكل جرأة وشجاعة
مادامت المصلحة الوطنية تقتضي ذلك، أما
الارتهان لحسابات سياسية ضيقة فإن
الخاسر من ذلك ليس هو هذا الطرف أو ذاك بل
المغرب.

التلفزة الضاحكة

حوار والعتبة

البرنامج الشهري ولا نصف الشهري ولا الأسبوعي ولا السنوي لأننا والله ماعارفين الوتيرة ديال البث ديالو، «حزاز» بدل العتبة فالحلقة الأخيرة اللي استاضفات أحمد حرزني رئيس المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان. حرزني ما عجوش الحال واقبلا يمشي للوطيل ديال حسان ولا للمكتبة الوطنية، فعرض على حوار والناس ديال حوار يجيو عندو للمجلس وتما دارو الحلقة معا داك الزليج الفاسي اللي كاين فالجلس بانيت الكلسة بحال يلا خاصها غير شوية ديال الآلة الأندلسية وتكمل الباهية



شي ناس من التلفزيون كالأو أن القضية وما فيها هي أن المكتبة الوطنية ماتخبراتش بكري وماكانش حزاز متأكد من الضيف ديالو أنه ضايفي ججي حيث كان عيان وقتأجلات الحلقة

وجابو ضيف آخر أما بالنسبة للوطيل ديال حسان فالناس عياو وولاو كيغوتو بالله والشرع يإما تخلصونا ويأما ماتبقاوش تجيو عندنا حيث حنا راحنا أوطيل ماشي ستودير تالف ليكم من دار البريهي. وداكشي نيت اللي دارو الناس ديال حوار مشاو بدلوا العتبة وبدوا يدورو دابا من المكتبة الوطنية للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان ويعلم الله فين غادية ت سالا بيه هاد الجولة التلفزية.

M. Herzenni salue le contenu de la déclaration gouvernementale qui a consacré un important volet aux

Rabat, 19/05/10- Le président du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), M. Ahmed Herzenni a salué le contenu du bilan gouvernemental, présenté lundi et mardi par le Premier ministre, M. Abbas El Fassi, devant les deux chambres du Parlement, et qui a consacré une part importante aux questions des droits humains et à la mise en ½uvre des recommandations de l'Instance équité et réconciliation (IER).

Quel sort pour les recommandations de l'IER ?

La société civile n'entend pas lâcher du lest quant à la nécessité d'appliquer les recommandations de l'ancienne Instance Equité et Réconciliation (IER). Si le contribuable est le principal bailleur de fonds de l'expérience de la réconciliation qui a fait la fierté de tous les Marocains, il est dès lors indispensable de s'interroger sur le sort de ces recommandations. Une manière de confirmer son attachement à ces recommandations qui ont réellement mis le doigt sur les différentes lacunes entravant l'édification d'un Etat démocratique et moderne. A Ouarzazate, le tissu associatif est conscient de l'importance de cet enjeu, et compte contribuer à ce projet à travers un séminaire organisé par l'Association Al Hadaf. Plusieurs niveaux de discussions sont à l'ordre du jour, notamment au niveau constitutionnel permettant un cadre plus dynamique et plus ouvert pour l'instauration d'un espace public de participation, d'implication et d'intégration. Et ce n'est, selon les organisateurs, qu'une introduction vers d'autres volets de la vie publique, avec d'un côté la sécurité et ses différents appareils qui doivent être régis par des règles strictes et soumises au contrôle des autorités exécutive et judiciaire, et d'un autre côté, la réforme de la justice, pour l'ériger en une autorité sans faille ni instruction, afin qu'elle puisse départager les conflits et litiges en tous genres. La voie pour édifier un Etat de droit, objectif majeur visé par l'Instance de feu Driss Benzekri, est certainement balisée à plusieurs égards, grâce aux luttes incessantes des forces démocratiques du pays, et ce depuis des décennies mais plusieurs voix appellent à des actions susceptibles de barrer la route à ce qui peut paraître comme étant des régressions. La voie du progrès doit être indéniablement irréversible.

J-C

Droits de l'Homme

Une exposition du CCDH à Nador

Une exposition des ouvrages publiés par le CCDH s'est ouverte, mardi au centre culturel de Nador, dans le cadre des actions entreprises pour promouvoir et valoriser les actions menées par cette institution. Cette manifestation de trois jours fait partie d'une série d'expositions prévues dans plusieurs villes de la région de l'Oriental.